

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1141
18 juin 1968
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE POUR
LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1967 AU JUIN 1968

Document de travail préparé par le Secrétariat

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU CONSEIL

A. Composition

1. La composition du Conseil, le 1er janvier 1968, était la suivante :

Etats membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Australie

Etats-Unis d'Amérique

Nouvelle-Zélande

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Etats membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Chine

France

Union des Républiques socialistes soviétiques

Etat membre élu par l'Assemblée générale

Libéria

Date d'expiration du mandat :
31 décembre 1968

68-14146

/...

Le 31 janvier 1968, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont cessé d'administrer des territoires sous tutelle. Le Royaume-Uni est resté membre du Conseil, étant désigné nommément à l'Article 23 de la Charte.

B. Bureau

2. Mme Eugénie M. Anderson (Etats-Unis) et M. Paul H. Gaschignard (France) ont été élus respectivement Président et Vice-Président au début de la trente-cinquième session le 27 mai 1968.

C. Sessions et séances

3. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil a tenu les séances ci-après :

- a) Treizième session spéciale (1323ème et 1324ème séances), les 22 et 23 novembre 1967;
- b) Trente-cinquième session (1325ème à 134_ème séances), du 27 mai au ___ juin 1968.

4. Toutes les séances ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

D. Procédure

5. Le Conseil n'a apporté aucune modification à sa procédure pendant la période considérée.

E. Relations avec le Conseil de sécurité

6. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 70 (1949) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 415ème séance le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a continué à exercer les fonctions qui, au titre du régime de tutelle, incombent à l'Organisation des Nations Unies en matière politique, économique et sociale et en matière d'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et il a présenté un rapport sur la question au Conseil de sécurité^{1/}.

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-troisième année, Supplément spécial No 1 (S/_____).

F. Relations avec les institutions spécialisées

7. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont participé aux travaux du Conseil pour les questions qui les intéressaient.
8. L'UNESCO a présenté par écrit au Conseil ses observations sur le rapport annuel de l'Autorité administrante sur le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (T/1688).
9. L'OMS a présenté par écrit au Conseil ses observations sur les rapports annuels des Autorités administrantes sur les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique et de la Nouvelle-Guinée (T/1682 et T/1683).

CHAPITRE II

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

10. Le Conseil était saisi des rapports annuels des autorités administrantes sur les Territoires sous tutelle ci-après :

Territoires sous tutelle	Autorité administrante	Années sur lesquelles portent les rapports	Dates auxquelles les rapports ont été reçus par le Secrétaire général	Note du Secrétaire général transmettant les rapports
Nouvelle-Guinée	Australie	Année terminée le 30 juin 1967	23 avril 1968	T/1679
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	Etats-Unis d'Amérique	Année terminée le 30 juin 1967	17 mai 1968	T/1680

11. Le tableau ci-dessous donne des indications complémentaires sur l'examen des rapports annuels :

Territoires sous tutelle	Nom du représentant spécial	Séances au cours desquelles le rapport annuel a été examiné
Nouvelle-Guinée	M. Ronald Thomas Galloway	1333ème
	M. Simon Kaumi (Conseiller)	1335ème à 1339ème
	M. Noël Wasangula Levi (Conseiller)	ème

CHAPITRE III

EXAMEN DES PETITIONS

A. Examen des pétitions

12. A sa trente-cinquième session, le Conseil a examiné : a) une communication distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur; b) une pétition distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 84; et c) deux pétitions distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85. On trouvera ci-après des précisions sur la communication et les pétitions que le Conseil a examinées et étudiées et sur la suite qu'il leur a donnée. Ce qui a trait à l'examen des communications et des pétitions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

B. Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée

13. La communication T/COM.8/L.3, distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil, émanait de la section des Highlands de l'Association pour le gouvernement local, et demandait que la prochaine mission de visite de l'Organisation en Nouvelle-Guinée se rende dans les Highlands et assiste aux séances du Conseil de gouvernement local afin d'entendre l'avis des habitants au sujet de l'autonomie.

14. A la 1338^{ème} séance du Conseil de tutelle, le représentant de l'Australie a fait observer que, bien qu'elle soit datée du 8 mai 1967, la communication en question a été distribuée le 31 janvier 1968 et n'a été reçue par les autorités du Territoire qu'en février. A ce moment-là, l'itinéraire de la Mission de visite avait déjà été établi et accepté, et il prévoyait en fait un grand nombre de réunions avec les conseils administratifs locaux dans la région des Highlands et dans d'autres régions. Le représentant de l'Australie était en mesure d'assurer aux membres du Conseil que l'on avait fait droit à la demande figurant dans cette communication.

15. A la même séance, le Conseil a pris note de la communication figurant dans le document T/COM.8/L.3.

16. Une pétition (T/PET.8/13) émanant de M. To Vetenge, membre du Conseil de la région de Toma, avait été distribuée en mai 1959. Cette pétition demandait que l'on fasse une enquête approfondie sur un certain nombre de terres que le gouvernement allemand d'alors était accusé d'avoir prises sans les payer à leurs propriétaires autochtones. Les observations préliminaires formulées au sujet de cette pétition par le Gouvernement australien, en sa qualité d'Autorité administrante, ont été distribuées sous la cote T/OBS.8/6 en juin 1959. Dans ses observations finales, parues sous la cote T/OBS.8/14 et Corr.1, l'Autorité administrante a décrit l'enquête effectuée et les décisions prises sur la question par les autorités compétentes à la suite de cette enquête.

17. Une pétition (T/PET.8/22) émanait de la Papua and New Guinea Native Ex-Service Association de Rabaul dont les membres se plaignaient de ne pas avoir été traités, bien qu'ils aient combattu aux côtés des Australiens et des Américains pendant la deuxième guerre mondiale, sur un pied d'égalité avec eux, notamment lorsqu'ils avaient cherché à obtenir des prêts pour s'installer à leur compte. Les observations préliminaires de l'Autorité administrante sur cette pétition ont été distribuées sous la cote T/OBS.8/13. Dans d'autres observations, distribuées sous la cote T/OBS.8/13/Add.1, l'Autorité administrante a entre autres informé le Conseil que les anciens combattants autochtones bénéficiaient des mêmes prestations que les anciens combattants australiens expatriés.

18. Une pétition (T/PET.8/24), émanant de la Public Service Association of Papua and New Guinea, priait entre autres le Conseil de tutelle de recommander que

l'Autorité administrante crée une commission chargée d'étudier le barème actuel des traitements des fonctionnaires du cadre local et qu'elle applique dans la fonction publique le principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale.

19. Dans ses observations, parues sous la cote T/OBS.8/15, l'Autorité administrante a déclaré, entre autres, qu'à son avis la création d'une commission chargée d'étudier le barème actuel des traitements des fonctionnaires du cadre local n'était pas justifiée ni souhaitable. Elle a également déclaré que la question de l'égalité de rémunération entre les fonctionnaires du sexe masculin et du sexe féminin du Territoire pour un travail de valeur égale avait été examinée de manière approfondie et que la décision qu'elle prendrait serait fondée sur les intérêts bien compris de l'ensemble du Territoire.

20. A la 1338^{ème} séance du Conseil de tutelle, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il avait lu dans les explications communiquées par l'Autorité administrante (parues sous la cote T/OBS.8/15) qu'une décision serait prise sur la question de l'égalité de rémunération pour les fonctionnaires du sexe masculin et du sexe féminin et que cette décision tiendrait compte des intérêts de l'ensemble du Territoire. Le représentant de l'URSS a déclaré ne pas très bien comprendre ce qu'entendait exactement l'Autorité administrante par cette expression. Il a fait observer d'autre part que, bien que le but de la pétition (T/PET.8/24) soit d'équilibrer, ou de réduire à un dénominateur commun, les traitements des fonctionnaires locaux et ceux des fonctionnaires australiens expatriés, l'Autorité administrante semblait laisser cette question de côté dans sa réponse.

21. A la même séance, le représentant de l'Autorité administrante a répondu qu'en employant l'expression "les intérêts bien compris du Territoire", elle voulait simplement dire que tous les facteurs - économiques, financiers et sociaux - qui entraient en jeu dans cette décision seraient pris en considération. Le représentant de l'Autorité administrante a également rappelé une déclaration du Représentant spécial de l'Autorité administrante, relative à l'historique d'un projet de loi présenté par l'Administration, qui avait été examiné et adopté par la Chambre d'assemblée, et qui prévoyait un barème égal de traitements pour les fonctionnaires autochtones et les fonctionnaires australiens expatriés. Ainsi que

/...

le représentant spécial de l'Autorité administrante l'avait déclaré à la 1333ème séance du Conseil, ce projet de loi était à l'époque examiné par l'Administrateur du Territoire sous tutelle, en raison d'un amendement qui exigerait une rémunération égale pour les hommes et pour les femmes.

22. Le Conseil a décidé, sans objection, de prendre note de ces pétitions (T/PET.8/13, T/PET.8/22 et T/PET.8/24) et d'attirer l'attention des pétitionnaires sur les observations formulées par l'Autorité administrante (T/OBS.8/6, T/OBS.8/14 et Corr.1, T/OBS.8/13 et Add.1, T/OBS.8/15), ainsi que sur les délibérations et les décisions du Conseil.

CHAPITRE IV

VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (1968)

23. A sa 1321ème séance, tenue le 29 juin 1967, le Conseil de tutelle a décidé d'envoyer au début de 1968, dans les Territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, une mission de visite composée de personnes désignées par les Gouvernements des Etats-Unis, de la France, du Libéria et de la Nouvelle-Zélande. Le Conseil a décidé en outre que les nominations proposées par lesdits gouvernements seraient automatiquement approuvées et que les membres de la Mission éliraient eux-mêmes leur président. La Mission était composée de : M. P. H. Gaschignard (France), M. A. Fahnwulu Caine (Libéria), M. J. M. McEwen (Nouvelle-Zélande) et de M. Ward P. Allen (Etats-Unis d'Amérique). Les membres de la Mission ont élu M. J. M. McEwen (Nouvelle-Zélande) Président de la Mission.

24. Le Conseil a énoncé le mandat de la Mission dans la résolution 2148 (XXXIV)^{1/}.

25. A sa treizième session extraordinaire, le Conseil a adopté la résolution 2150 (S-XIII) du 22 novembre 1967, par laquelle il modifiait le mandat de la Mission

1/ Documents officiels du Conseil de tutelle, trente-quatrième session, Supplément No 1 (T/1667), p. 2.

de visite, en supprimant toute mention du Territoire sous tutelle de Nauru et en chargeant la Mission de ne visiter que le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée^{2/}.

26. La Mission de visite a soumis au Conseil son rapport sur la Nouvelle-Guinée^{3/}. Le Conseil a examiné le rapport de la Mission à sa trente-cinquième session, en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante. Les principales observations et recommandations de la Mission sur la situation dans le Territoire figurent au chapitre consacré à la Nouvelle-Guinée, dans la deuxième partie du présent rapport.

27. En outre, le Conseil a adopté, à sa séance, la résolution (XXXV) du juin 1968, par laquelle il à compléter ultérieurement7/.

CHAPITRE V

ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE ET SITUATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE L'APPLI- CATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

A. Généralités

28. A sa 1338ème séance, le Conseil de tutelle a examiné la question de l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. En examinant la situation dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique et de la Nouvelle-Guinée, au cours de la trente-cinquième session, les membres du Conseil ont accordé une attention spéciale aux mesures prises pour transférer tous les pouvoirs aux peuples de ces territoires, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, afin de leur permettre de jouir de l'autonomie ou de l'indépendance complète dans les délais les plus courts possibles. La nécessité de fixer des dates pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance a été particulièrement soulignée. Les observations individuelles des membres du Conseil,

2/ Ibid., treizième session extraordinaire, Supplément No 1 (T/1676), p. 1 et 2.

3/ T/1678.

ainsi que les conclusions et recommandations pertinentes du Conseil, figurent dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et dans le chapitre consacré à la Nouvelle-Guinée, dans la deuxième partie du présent rapport.

29. A la 1338ème séance, la représentante du Libéria a réaffirmé la position de son gouvernement, qui estime que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'applique aux deux Territoires qui demeurent sous tutelle, comme elle s'appliquait aux territoires sous tutelle qui ont accédé à l'indépendance. Selon la délégation du Libéria, les peuples de ces territoires ont le droit de décider s'ils opteront ou non pour l'indépendance ou s'ils choisiront un autre statut. Tant que les populations des Territoires exprimeront librement leur choix quant à la forme de gouvernement qu'elles désirent - en particulier, l'indépendance -, le Libéria sera toujours prêt à appuyer leur décision.

30. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a réaffirmé l'opinion que sa délégation avait exprimée au sujet de cette question, lorsque le Conseil examinait la situation dans les deux Territoires sous tutelle; le principe fondamental énoncé dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et dans les autres résolutions pertinentes est l'octroi de l'indépendance, dans les délais les plus brefs, et la création de conditions permettant aux populations d'exercer leur droit à l'autodétermination. Ces conditions, comme sa délégation l'avait fait remarquer en d'autres occasions, n'existaient pas dans les Territoires sous tutelle et il avait été impossible jusqu'ici de fixer une date même approximative pour l'autodétermination. Le rapport du Conseil de tutelle devrait refléter la mauvaise volonté constante dont faisaient preuve les autorités administrantes pour appliquer dans les territoires dont elles avaient la charge les dispositions de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes.

/...

31. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement continuait à estimer que les dispositions principales de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale s'appliquaient au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, notamment le paragraphe 2 du dispositif, qui déclare : "Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel." En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, les Etats-Unis l'interprétaient à la lumière de l'Article 76 de la Charte, qui stipule que les fins essentielles du régime de tutelle sont notamment de favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction; de favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations, des aspirations librement exprimées des populations intéressées et des dispositions qui pourront être prévues dans chaque accord de tutelle.

32. Le Gouvernement des Etats-Unis ne craignait nullement de voir le principe d'autodétermination appliqué au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Comme sa délégation l'avait indiqué précédemment, la Status Commission constituée par le Congrès de la Micronésie et la Status Commission dont le Président des Etats-Unis avait proposé la création auraient justement pour mandat de déterminer la forme d'autodétermination qui répondrait le mieux aux vœux librement exprimés de la population intéressée.

33. Le représentant de l'Australie a déclaré que l'idée maîtresse de la politique suivie par son gouvernement à l'égard du Papua et de la Nouvelle-Guinée, telle qu'elle avait été exposée par le Gouverneur général de l'Australie devant le Parlement australien en 1968, était de développer le Territoire pour le préparer à l'autodétermination. La délégation australienne s'était efforcée de décrire les progrès réalisés au cours des douze derniers mois, conformément à ce principe, dans la mise en oeuvre et l'accélération du processus d'autodétermination. En ce qui concerne les dates précises, il s'agissait d'une question qui devait être tranchée non pas par le Gouvernement australien, ni par l'Administration, mais par la population du Territoire elle-même.

B. Coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

34. Dans sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 créant un Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale demandait au Conseil de tutelle d'aider le Comité spécial dans sa tâche. /à compléter ultérieurement/

C. Résolutions de l'Assemblée générale concernant la question du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et du territoire du Papua

35. Dans sa résolution 2112 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale a entre autres invité la Puissance administrante à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et, à cette fin, à fixer sans tarder une date pour l'indépendance conformément aux vœux librement exprimés de la population, et elle a prié la Puissance administrante de faire rapport au Conseil de tutelle à sa trente-troisième session.

36. Dans sa résolution 2227 (XXII) du 20 décembre 1966, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit inaliénable du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, déploré le fait que la Puissance administrante n'avait pas mis en oeuvre la résolution 2112 (XX), invité la Puissance administrante à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et à informer le Conseil de tutelle, lors de sa trente-quatrième session, ainsi que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures prises à cet égard, et invité la Puissance administrante à appliquer les mesures suivantes : a) suppression de toutes les conditions électorales discriminatoires; b) abolition de toutes les pratiques discriminatoires existant dans les domaines économique, social, de la santé et de l'enseignement; c) organisation d'élections sur la base du suffrage universel des adultes en vue de transférer les pouvoirs à la population des territoires; d) fixation d'une date rapprochée pour l'indépendance; elle a invité en outre la Puissance administrante à s'abstenir d'utiliser les territoires pour des activités

militaires incompatibles avec la Charte des Nations Unies et a prié le Secrétaire général de transmettre la résolution à la Puissance administrante.

37. Dans sa résolution 2348 (XXII) du 19 décembre 1967, l'Assemblée générale a entre autres réaffirmé sa position antérieure telle qu'elle était énoncée dans les résolutions 2112 (XX) et 2227 (XXI) de l'Assemblée générale et invité la Puissance administrante à prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre sans tarder les dispositions des résolutions précitées.

38. Le Conseil a examiné ces trois résolutions en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante pour la période considérée (T/1679). [à compléter ultérieurement]

CHAPITRE VI

AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE TUTELLE

A. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle

39. Le programme de bourses des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle a été institué par la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale en date du 18 janvier 1952. Selon la procédure de gestion de ce programme qui a été approuvée par le Conseil de tutelle, le Secrétaire général est invité à présenter au Conseil de tutelle, une fois par an au moins, un rapport donnant tous les renseignements voulus sur l'exécution du programme.

40. Le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil de tutelle à sa trente-cinquième session (T/1685) était le dix-septième de ce genre et portait sur la période allant du 20 mai 1967 au 31 mai 1968. Le rapport contenait des renseignements sur la façon dont les bourses et les moyens de formation offerts par onze Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient été utilisés. D'après les renseignements communiqués au Secrétaire général, aucune demande concernant les bourses offertes par ces Etats Membres n'avait été présentée pendant la période considérée par des habitants des deux derniers Territoires sous tutelle.

41. A sa 1338ème séance, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur le programme de bourses pour les habitants des territoires sous tutelle (T/1685).

42. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que sa délégation désirait à nouveau attirer l'attention du Conseil de tutelle sur le fait que, malgré la pénurie de personnel qualifié dans les territoires sous tutelle, les habitants autochtones de ces territoires n'avaient pratiquement jamais recours aux bourses de perfectionnement et d'études qu'offrent les onze Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies dont le nom figure dans le rapport (T/1685, annexe). L'Union des Républiques socialistes soviétiques était prête à admettre des étudiants des territoires sous tutelle dans ses établissements d'enseignement dont l'un, l'Université de l'amitié entre les peuples, comptait déjà des centaines de jeunes gens d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine parmi ses étudiants. En 1967, une bourse avait été accordée à un habitant du Territoire des Iles du Pacifique par l'Université de l'amitié entre les peuples, qui avait reçu une lettre de remerciement du Maire de Saïpan, centre administratif du Territoire sous tutelle. Le Recteur de l'Université avait demandé au Maire de Saïpan de présenter d'autres candidats. Le Conseil avait maintes fois recommandé que les autorités administrantes utilisent plus largement les bourses offertes par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies au lieu de toujours envoyer les étudiants dans le même groupe assez restreint de pays.

43. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'en tant qu'Autorité administrante du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, son pays se félicitait que des bourses et des possibilités de formation soient offertes par les Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle. Les offres faites par les Etats Membres étaient largement diffusées dans les Iles du Pacifique et, de fait, au cours des dix dernières années, plus de 40 étudiants micronésiens avaient fait des études dans divers pays grâce à des bourses des Nations Unies. Un étudiant avait fait des études en Union soviétique l'année précédente, mais aucun autre Micronésien ne semblait souhaiter profiter de l'offre généreuse de l'Union soviétique. Pour de nombreux étudiants, l'étude d'une langue étrangère constituait un obstacle considérable et il était compréhensible que les étudiants choisissent de faire leurs études dans des établissements où se posaient moins de problèmes de langue, de distance, etc.

44. Le représentant de l'Australie a dit que les efforts de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle tendaient davantage à créer des établissements d'enseignement dans le Territoire qu'à trouver des possibilités d'études à l'étranger. Il partageait l'avis du représentant des Etats-Unis d'Amérique quant aux obstacles linguistiques; à ce problème s'ajoutait celui que posent les normes de l'enseignement et le contenu des programmes. Il fallait tenir compte des différences existant entre les normes de l'enseignement et le contenu des programmes. Il fallait tenir compte des différences existant entre les normes et les méthodes d'enseignement, ainsi que du fait que les titres universitaires et professionnels qui étaient reconnus dans un pays ne l'étaient pas nécessairement dans un autre. Un étudiant n'avait guère intérêt à acquérir des connaissances qui ne lui serviraient pas pour sa vie professionnelle, une fois qu'il serait rentré dans le Territoire. Pour toutes ces raisons, la plupart sinon la totalité des étudiants du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée qui avaient étudié à l'étranger étaient allés dans des pays dont les établissements d'enseignement avaient des normes universitaires et des programmes assez proches de ceux de l'Australie, et c'était là la méthode la plus raisonnable et la plus profitable pour les étudiants.

45. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que si les questions de langue étaient gênantes, elles ne constituaient toutefois pas un obstacle insurmontable. Il a répété que son pays était heureux de pouvoir ouvrir les portes de ses établissements d'enseignement aux étudiants de tous les pays, y compris les habitants des territoires sous tutelle.

46. La représentante du Libéria a estimé que les pays qui offraient des bourses devraient prendre en considération la question des frais de voyage, qui posaient un problème aux étudiants des territoires sous tutelle qui désiraient accepter une bourse. Elle a dit également que les pays donateurs devraient offrir des possibilités de formation professionnelle dans les territoires eux-mêmes, notamment dans des domaines comme l'agriculture et le commerce qui présentaient un intérêt particulier pour les territoires intéressés. En outre, elle avait l'impression que ni les bureaux d'information des Nations Unies, auxquels les offres de bourses étaient parfois adressées, ni les autorités administrantes elles-mêmes ne donnaient suffisamment de publicité aux offres de bourses émanant des Etats membres. Elle

a dit que les autorités administrantes devraient s'astreindre à informer chaque année les élèves des établissements secondaires des bourses qui étaient offertes afin qu'ils puissent les accepter à la fin de leurs études secondaires.

47. La représentante du Libéria a estimé que le Conseil accordait une trop grande importance à la question des différences de langue. De nombreux étudiants libériens qui avaient accepté des bourses offertes par l'Allemagne avaient fait d'excellentes études dans ce pays, bien qu'ils aient dû passer quatre mois à apprendre l'allemand avant de pouvoir suivre les cours. Elle estimait également qu'on accordait une trop grande importance à la question des différences de langue au sein des territoires eux-mêmes. Au Libéria, ce problème n'avait nullement constitué une barrière à l'unité, non plus qu'au développement du pays. Elle pensait que de plus grands progrès pourraient être réalisés si le Conseil pouvait oublier certains obstacles et concentrer son attention sur les possibilités d'action.

48. Le représentant des Etats-Unis a précisé que les débats du Conseil seraient diffusés en Micronésie et qu'il appartiendrait aux Micronésiens eux-mêmes de décider s'ils voulaient faire l'effort de vaincre l'obstacle de la langue et s'ils estimaient que cet effort leur permettrait de récolter des avantages tangibles qu'ils ne pourraient pas obtenir ailleurs. Le fait que le nombre de Micronésiens inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur était actuellement environ cinq fois plus élevé qu'il ne l'était il y a une dizaine d'années, montrait que les possibilités de formation ne manquaient guère.

49. Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général et a appelé l'attention des autorités administrantes sur les observations formulées par les membres du Conseil au cours de la discussion consacrée au rapport.

B. Diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

50. Conformément aux dispositions de la résolution 36 (III) du Conseil de tutelle, en date du 8 juillet 1948, et de la résolution 754 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 9 septembre 1953, le Conseil était saisi à sa trente-quatrième session du rapport annuel du Secrétaire général (T/1686) sur les dispositions prises en coopération avec l'Autorité administrante, en vue de diffuser dans les territoires sous tutelle des documents officiels des Nations Unies et des renseignements sur les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle.

/...

51. Ce rapport, qui portait sur la période allant du 1er juin 1967 au 31 mai 1968, indiquait le nombre total des diverses publications, les programmes radiophoniques sur les questions dont s'occupent les Nations Unies, les messages enregistrés à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire général et le message enregistré par le Président du Conseil de tutelle à l'occasion de la Journée des Nations Unies ainsi que des films nouveaux.

52. Parmi les autres publications diffusées au cours de l'année, il convient de citer : La chronique mensuelle de l'ONU; The United Nations and Disarmament; L'ABC des Nations Unies; Décisions de l'Assemblée générale; Apartheid et traitement des détenus en Afrique du Sud; L'Année internationale du tourisme; Déclaration universelle des droits de l'homme; Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme; Conventions internationales relatives à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; Déclaration des droits de l'enfant; Déclaration concernant la promotion des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples; Année internationale des droits de l'homme : Bulletin d'information et Les Nations Unies et le Moyen-Orient.

53. On s'est particulièrement employé à diffuser dans les territoires sous tutelle des publications et des communiqués de presse relatifs aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil de tutelle et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. C'est ainsi qu'on a diffusé dans ces territoires les textes des résolutions 2326 (XXII) du 16 décembre 1967 et 2348 (XXII) du 19 décembre 1967 de l'Assemblée générale concernant, l'une, l'application de la Déclaration et l'autre, le Papua et le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Une diffusion générale a été donnée à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, à la résolution relative à la discrimination raciale dans les territoires non autonomes et à l'article intitulé "Les Nations Unies et la fin du colonialisme : Travaux du Comité des Vingt-Quatre au cours de l'année 1967".

54. Ce rapport a été examiné à la 1338^{ème} séance du Conseil de tutelle, au cours de laquelle le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que malgré les décisions de l'Assemblée générale, le nombre de documents des Nations Unies concernant la décolonisation qui avaient été diffusés dans les territoires sous tutelle était sensiblement le même que celui de l'année précédente, ce qui n'était guère encourageant. Il a rappelé la résolution 2326 (XXII) de l'Assemblée générale concernant la diffusion générale et suivie d'informations sur les travaux des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, la situation dans les territoires coloniaux et la lutte constante menée par les peuples coloniaux pour leur libération. Le représentant de l'URSS a également déclaré que les adresses, communiquées par les Autorités administrantes auxquelles les documents de l'Organisation des Nations Unies pouvaient être envoyés, étaient en nombre beaucoup trop limité pour que d'importants secteurs de la population puissent vraiment prendre connaissance des renseignements contenus dans ces documents. Il estimait que le Conseil devrait recommander à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la diffusion de ces renseignements.

55. A la même séance, le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation avait pris note de la recommandation de la Mission de visite relative à l'augmentation des effectifs du Centre d'information des Nations Unies de Port Moresby mais que cette question relevait de l'Organisation des Nations Unies et non pas de l'Administration.

56. Il a déclaré que la bibliothèque de l'Université du Papua et de la Nouvelle-Guinée était dépositaire des documents de l'Organisation des Nations Unies. Il a précisé également que la diffusion des renseignements dans le territoire était surtout assurée par des organes d'information indépendants. Se référant à une observation de la Mission de visite selon laquelle les moyens d'information tendaient à mettre l'accent sur les aspects sensationnels des activités des Nations Unies, il a fait remarquer que le Conseil ne devait pas oublier que tout ce qui était dit au cours des débats concernant un territoire sous tutelle appartenait au domaine public.

57. La représentante du Libéria a déclaré que les journalistes pouvaient en effet avoir une perspective différente de celle d'autres personnes, mais, à son avis, les critiques ne pouvaient pas nuire à l'autorité ou à la supervision du Territoire par la Puissance administrante ou à ses rapports avec la population si elle s'acquittait comme elle le devait de ses obligations. La population dont la Puissance administrante s'occupe vit dans le Territoire, et c'est elle-même qui doit pouvoir faire la part du vrai et du faux dans les déclarations publiées.

58. Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général (T/1682) et attiré l'attention des puissances administrantes sur les observations formulées par des membres du Conseil au cours du débat relatif à ce rapport.

DEUXIEME PARTIE

SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

CHAPITRE PREMIER

NOUVELLE-GUINEE

[Cette partie contiendra le chapitre concernant la situation en Nouvelle-Guinée tel qu'il sera définitivement adopté par le Conseil de tutelle à sa trente-cinquième session]

CHAPITRE II

NAURU

59. Après les faits nouveaux signalés par le Conseil de tutelle à sa treizième session spéciale, l'Assemblée générale a examiné à sa vingt-deuxième session la question de Nauru. Le 6 décembre 1967, le représentant de l'Australie a présenté un projet de résolution auquel plusieurs délégations ont proposé des amendements. Le texte révisé du projet a été adopté à l'unanimité par la Quatrième Commission le 7 décembre et par l'Assemblée générale le 19 décembre [résolution 2347 (XXII)].

/...

60. Par cette résolution, l'Assemblée générale a pris acte de l'annonce officielle faite par l'Autorité administrante selon laquelle, à la suite de la reprise des conversations entre les représentants du peuple nauruan et ceux de l'Autorité administrante, il a été convenu que Nauru accèderait à l'indépendance le 31 janvier 1968; elle a accueilli avec satisfaction les déclarations faites à la Quatrième Commission par les représentants des Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en qualité d'autorité administrante selon lesquelles l'Autorité administrante avait accédé à la demande d'indépendance entière et sans condition formulée par les représentants du peuple nauruan; elle a décidé en conséquence, de concert avec l'Autorité administrante, que l'Accord pour le Territoire de Nauru, approuvé par l'Assemblée générale le 1er novembre 1947, cesserait d'avoir effet au moment où Nauru accèderait à l'indépendance le 31 janvier 1968; elle a invité tous les Etats à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat indépendant de Nauru et demandé instamment aux organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées d'accorder toute l'assistance possible au peuple de Nauru dans ses efforts pour édifier une nouvelle nation.

61. Le 31 janvier 1968, Nauru est devenu un Etat indépendant en tant que République de Nauru.
